

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 017 / CC/GEC

**PREMIERE CHAMBRE DE MISE EN ETAT
ROLE DU MARDI 20 FEVRIER 2024
HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	1803/266/REC-23 du 28/09/2023	FASSINO Prisca Amour	-Lazare BONI ALAGBE -Ministre des Enseignements maternel et primaire	Recours pour violation de la Constitution.	
2.	1837/272/REC-23 du 03/10/2023	YENOUKOUNME Jesugnon Théophile	-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique -Ministère de la Santé -Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance -Ministère des Sports	Recours pour violation de la Constitution, de la CADHP et de la loi n°2017-06 du 29 septembre 2017.	
3.	1880/276/REC-23 du 11/10/2023	Le collectif des acquéreurs de la zone AGLAKANME (Pahou/Ouidah) Rep/ AFFICO Joël et SAVEGNON Mathieu	Reine AZANNAÏ	Demande d'intervention de la Cour dans une affaire foncière.	



4.	1988/287/REC-23 du 09/10/2023	TOKINLO Jérémie	Procureur de la République près le TPI de Ouidah	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
5.	2009/289/REC-23 du 20/10/2023	BODJRENOU Prosper	-Ministre de la Justice et de la Législation -Directeur général de l'Agence Pénitentiaire du Bénin.	Recours pour violation de l'article 35 de la Constitution.	
6.	2074/296/REC-23 du 10/11/2023	Dossou Maurice BANKOLE	Ministère en charge de l'Economie et des Finances	Recours pour violation des articles 26 et 30 de la Constitution.	



7.	2169/310/REC-23 du 27/11/2023	Dossou Maurice BANKOLE	Ministère en charge de l'Economie et des Finances	Recours pour violation des articles 26 et 30 de la Constitution.	
8.	2202/316/REC-23 du 04/12/2023	Codjo Innocent TOGBE	Directeur général de la Police Républicaine	Recours pour « radiation inconstitutionnelle » de la Police Républicaine.	
9.	2221/320/REC-23 du 07/12/2023	-Gildas AMOULE -Ismaël MALOMON -Didier GUINDEHOU -Jacques DOSSOU	Juge d'instruction du 1 ^{er} cabinet du TPI de Porto- Novo	Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	



10.	2257/324/REC-23 du 14/12/2023	Paulin Zokpè AHANGNAN	Cour Spéciale des Affaires Foncières.	Recours pour violation de l'article 7 de la CADHP.	
11.	2262/327/REC-23 du 15/12/2023	Salami ALLASANE	Procureur Spécial près la CRIET	-Re cours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable ; -Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
12.	2274/328/REC-23 du 18/12/2023	Sekpon Nestor GBAGUIDI	Procureur de la République près le TPI d'Abomey-Calavi	Recours pour détention abusive et violation de la Constitution.	



13.	2308/335/REC-23 du 20/12/2023	Françis AKANGO	Procureur Spécial près la CRIET	Recours pour détention arbitraire et violation de droits humains.	
14.	2373/003/REC-24 du 29/12/2023	Françis AKANGO	Procureur Spécial près la CRIET	Recours pour détention arbitraire et violation de droits humains.	

NOUVELLES AFFAIRES

15.	2288/331/REC-23 du 19/12/2023	Jocelyne BONI	Juge d'instruction du 1 ^{er} cabinet du TPI de Cotonou	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
-----	----------------------------------	---------------	--	--	--



16.	0003/007/REC-24 du 03/01/2024	Amouza AYEKITAN	Juge d'instruction du 4 ^{ème} cabinet du TPI de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
17.	0007/009/REC-24 du 03/01/2024	Angelo ADONON DANSOU	Juge d'instruction du 1 ^{er} cabinet du TPI de Cotonou	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire et pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
18.	0045/014/REC-24 du 09/01/2024	-Marcel Adjeh AGBO -René GOTOVI -Nicolas S. AGBIDINOUKOUN -Victor ABALLO	Juge d'instruction du 2 ^{ème} cabinet du TPI de Cotonou	Recours pour détention arbitraire et violation de droits fondamentaux.	



19.	OO83/022/REC-24 du 15/01/2024	Pierre AKONDE	Président de la chambre judiciaire de la Cour Suprême	Recours pour inconstitutionnalité de l'arrêt n°047/CI-DF du 07 avril 2023 rendu par la section 3 des affaires foncières de la chambre judiciaire de la Cour suprême.	
20.	0092/023/REC-24 du 17/01/2024	Alphonse Yao-Mensah EKLU	Autorité de Régulation de l'Electricité	Recours pour violation de l'article 34 de la Constitution.	

Cotonou, le 12 FEV 2024

Le greffier en Chef,

 **Sylvestre FARRA**